

Gouverner le vivant

Savoirs, Cultures et Politiques de la Biodiversité

Séminaire de recherche proposé par

Sarah Benabou (Projet R2DS « Mesurer pour conserver », Centre A. Koyré), Valérie Boisvert (IRD, UR 199), Christophe Bonneuil (CNRS, Centre A. Koyré), Elise Demeulenaere (CNRS, Eco-anthropologie & Ethnobiologie), Jean Foyer (CNRS, ISCC) et Frédéric Thomas (IRD, PALOC)

Ce séminaire interdisciplinaire explore la diversité des dispositifs que mettent en place les sociétés humaines pour gouverner le vivant, du gène à la biosphère. La biodiversité, comme façon de définir le bon usage de la nature, est tout à la fois objet de savoirs et de pouvoir, dans des contextes culturels qui déterminent en partie les représentations qui y sont associées. L'intérêt de ce séminaire est d'éclairer l'objet biodiversité depuis les perspectives de disciplines différentes, de l'histoire et l'épistémologie des sciences à l'économie, en passant par l'anthropologie, la sociologie et les sciences politiques. On s'intéressera aux façons de se représenter, de connaître et de manipuler le vivant, aux dynamiques de socialisation et de politisation de la biodiversité, ainsi qu'aux rapports complexes que celle-ci entretient avec l'économie de marché.

Cette année, nous porterons une attention particulière aux évolutions de la gouvernance mondiale de l'environnement (Sommet de la Terre Rio+20, rôle des acteurs industriels, ethnographie des négociations globales, devenir des savoirs traditionnels suite au Protocole de Nagoya...), aux différents instruments de marché pour gouverner la biodiversité (Droit de Propriété Intellectuels, Paiement pour Services environnementaux, économie verte, ...), ou encore aux expressions localisées de cette gouvernance (articulation avec les savoirs locaux, mobilisation par les acteurs locaux de la diversité bio-culturelle). Ce séminaire espère devenir un lieu de rapprochement entre les communautés des sciences sociales et des sciences de la vie sur la gestion de la biodiversité, et un lieu de réflexivité sur la place des savoirs dans celle-ci.

This interdisciplinary seminar explores the diversity of mechanisms that human societies put in place to govern life, from the gene to the biosphere. Biodiversity, as a way of defining the proper use of nature, is an object of both forms of knowledge and of power, in cultural contexts that partially determine the representations associated with them. The aim of this seminar is to illuminate "biodiversity" from different disciplinary perspectives: the history and epistemology of science, economics, as well as anthropology, sociology and political science. The subjects of interest will include the forms of representation, knowledge and manipulation of the living, the dynamics of socialisation and politicisation of biodiversity, as well as its complex relations with the market economy.

This year, we will pay particular attention to changes in global environmental governance (the Earth Summit Rio+20, the role of industrial actors, ethnographies of international conferences, the space accorded to traditional forms of ecological knowledge since Nagoya), to the different market instruments used to govern biodiversity (Intellectual Property Rights, Payment for Environmental Services, the Green Economy...) or to the manners in which this governance expresses itself in a local context (the articulation with local forms of knowledge, local actors' mobilisation of biocultural diversity). We hope that this seminar will become a convergence point for scholars from the social and natural sciences working on biodiversity management, and a place of reflexive analyses about the role of knowledge within it.

PROGRAMME DU 1^{er} SEMESTRE DE L'ANNÉE 2011-2012



Mercredi 9 novembre 2011 (17h-19h, Muséum national d'Histoire naturelle, Amphi de paléontologie) – **Autour du livre d'Amandine Orsini, *La biodiversité sous influence ? Les lobbies industriels face aux politiques internationales d'environnement*. Éditions de l'Université de Bruxelles, Science Politique, 2010.**

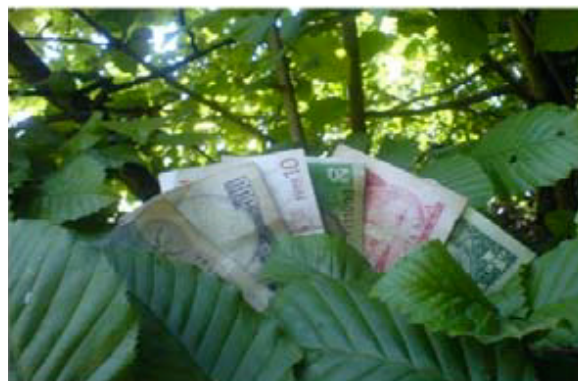
- Présentation du livre par **Jean Foyer**, puis réaction de l'auteure. **Amandine Orsini-Bled** est chargée de recherche au laboratoire « Recherche et enseignement en politique internationale » (REPI) de l'Université Libre de Bruxelles (ULB)

Cet ouvrage propose de manière convaincante la thèse d'une influence très limitée des firmes sur les négociations qui ont suivi l'adoption de la Convention sur la Diversité Biologique (protocole sur la biosécurité de Carthagène et sur l'Accès aux Ressources Génétiques de Nagoya), remettant en cause les théories de l'Economie Politique Internationale sur le rôle dominant des acteurs industriels. Au-delà de ce constat, peut-on quand même parler d'un régime marchand de l'environnement et, si c'est le cas, qui en est le porteur principal ?

Mercredi 16 novembre 2011 (17h-19h, Muséum national d'Histoire naturelle, Amphi de paléontologie) – **Recherche écologique et nouveaux instruments de marché de gestion des services écosystémiques**

- **Fabien Quetier** (écologue, LECA, UFJ Grenoble, CDC-Biodiversité et Biotope)
- **Katia Karousakis** (économiste, OCDE)
- Discutant : **Christophe Bonneuil**

De nouveaux instruments de marché sont apparus pour gérer la biodiversité et les services écosystémiques. Ils impliquent une isolabilité, une quantification, une additionnalité et une substituabilité des processus écologiques. Quels nouveaux outils et concepts la recherche en écologie a-t-elle développés pour rendre possible ces nouveaux agencements ? Quelles nouvelles métrologies des services écosystémiques émergent ?



Mercredi 30 novembre 2011 (17h-19h, Muséum national d'Histoire naturelle, Amphi de paléontologie) – **Autour du livre de Manuela Carneiro da Cunha, *Savoir traditionnel, droits intellectuels et dialectique de la culture*. Eclat, 2010.**

- Présentation du livre par **Elise Demeulenaere**, puis réaction de l'auteure. **Manuela Carneiro da Cunha** est professeure émérite au département d'anthropologie de l'Université de Chicago. Elle sera professeure invitée au Collège de France au printemps 2012.

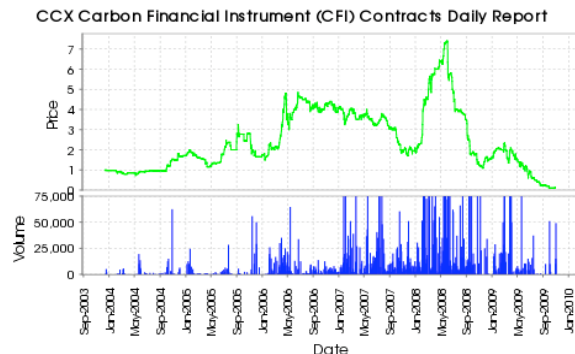
Dans cet ouvrage, Manuela Carneiro da Cunha se penche sur les conséquences culturelles en Amazonie d'une gouvernance de la nature qui depuis 20 ans s'est attachée à conserver et valoriser les savoirs écologiques traditionnels. La volonté de placer les savoirs naturalistes indigènes sous la coupe des régimes de propriété intellectuelle internationaux n'entre-elle pas en contradiction avec la manière dont les populations amazoniennes considèrent leurs propres connaissances ? Dans le même temps, les représentants de ces communautés ont intégré les enjeux liés à la mise en avant de leur diversité culturelle, comme en témoigne l'adoption dans leur vocabulaire du terme portugais *cultura*. L'auteure propose de distinguer la culture, cette catégorie que la tradition anthropologique s'attache à objectiver, et la « culture » (entre

guillemets), notion réflexive qui se réfère à ce que les communautés disent de leur culture. La production de ce métalangage est favorisée par tout contexte interculturel, et notamment par le régime de protection de la diversité biologique et culturelle instauré par la CDB. La proposition conceptuelle de Manuela Carneiro da Cunha pose inévitablement la question des relations dialectiques entre culture et « culture ».

Mercredi 14 décembre 2011 (17h-19h, Muséum national d'Histoire naturelle, Amphi de paléontologie) – **Vers une financiarisation de la biosphère ?** (séance commune avec séminaire Climat)

- **Jeremy Walker** (University of Technology of Sydney, Cosmopolitan Civil Societies Research Centre)
- Discutant : **Fabian Muniesa** (Ecole des Mines, Centre de Sociologie de l'Innovation)

Spécialiste des circulations de concepts et métaphores entre l'écologie et l'économie depuis les années 1960, J. Walker analysera l'émergence des marchés des services écosystémiques de la biosphère à la croisée de l'économie néoclassique des ressources, de l'écologie des fonction des écosystèmes et d'initiatives des grandes ONG de conservation dans un contexte de « néolibéralisation » de la nature.



Mercredi 11 janvier 2012 (17h-19h, Muséum national d'Histoire naturelle, Amphi de paléontologie) – **Vingt ans après, que sont les droits (de propriété intellectuelle) des populations autochtones et locales devenus ?**

- **Jean-Dominique Wahiche** (MNHN, UMR Eco-anthropologie & Ethnobiologie)
- **Jean-Patrick Le Duc** (MNHN, chargé des affaires internationales)
- Discutant : **Frédéric Thomas** (IRD, UMR Paloc)

La séance rappellera brièvement l'histoire de l'étrange compromis postmoderne de Rio en 1992 qui a prétendu pouvoir poser sur une même table d'opération les puissants droits de propriété intellectuelles des industriels et les vagues droits communautaires de populations autochtones sur leurs savoirs traditionnels. Elle examinera, ensuite et principalement, les derniers avatars (protocole de Nagoya et sa mise en place dans les réglementations nationales, code éthique de respect du patrimoine culturel et intellectuel...). On s'interrogera enfin sur le devenir de la protection des savoirs traditionnels fondée sur l'outil APA (Accès et Partage des Avantages), alors que le protocole de Nagoya est une belle façon diplomatique de refermer la page des APA pour faire place à une gouvernance mondiale de la biodiversité par les paiements pour services écosystémiques (mécanismes REDD+ notamment). Comment les savoirs traditionnels et les droits des populations autochtones et locales vont-ils se recomposer dans ce nouveau régime ?

Ce séminaire est accueilli par le Muséum national d'Histoire naturelle.

Il est soutenu financièrement par l'UMR PALOC (IRD-MNHN), l'ISCC (Institution des Sciences de la Communication du CNRS) et la région Ile-de-France (projet Centre Koyré R2DS : "La mise en nombre dans la gouvernance globale de la biodiversité")

